



## Etudes internationales: la dernière chance de Genève

**Michel Carton**, directeur de l'Institut universitaire d'études du développement, commente le projet de rapprochement de son institution avec l'IUHEI dans le cadre de la mise sur pied du Pôle académique national en études internationales

**Campus: Le 14 avril, la Confédération a demandé que les instituts universitaires d'études du développement (IUED) et des hautes études internationales (IUHEI) se dotent d'une politique commune (lire également en page 37). Voyez-vous ce rapprochement entre deux «frères ennemis» d'un bon œil?**

► *Michel Carton:* Il faut d'abord remettre le rapprochement de l'IUED et de l'IUHEI en perspective. La démarche qui est en cours actuellement inclut l'Université de Genève, qui regroupe elle aussi de nombreuses compétences en matière d'études internationales, notamment au sein des facultés de droit, des sciences économiques et sociales et de médecine. Ce sont donc l'ensemble de ces ressources que l'on souhaite réunir dans le futur Pôle académique en études internationales et développement. Ce dernier serait basé à Genève, mais aurait une dimension nationale. Il devrait voir le jour en 2008 et être intégré dans la nouvelle Loi fédérale d'aide aux universités. Cela dit, il est vrai que l'initiative d'un rapprochement entre l'IUED et l'IUHEI vient de la Confédération. Nous voyons dans cette démarche une occasion à saisir: certains estiment même qu'il s'agit de la dernière chance pour Genève de se doter d'une structure efficace et crédible en matière d'études internationales qui augmenterait notre attrait et notre visibilité tant au point de vue national qu'international. Aujourd'hui, chacun travaille de son côté et cultive ses particularismes. A une époque où l'interdisciplinarité est essentielle, il s'agit plutôt de construire à partir des complémentarités existantes en vue de les développer.

**Comment allez-vous surmonter les différences profondes qui existent entre l'IUED et l'IUHEI et qui ont mené à la création de deux entités distinctes dans les années 1960?**

► La philosophie des deux instituts est différente, en effet. Depuis quarante ans, l'IUED a développé un cadre théorique et des concepts distincts de ceux traités par l'IUHEI. Personne ne nie cette réalité, mais les temps ont changé. Les questions

de développement ne se posent plus de la même manière qu'autrefois. Par exemple, le thème de l'insécurité ne peut être abordé uniquement au niveau diplomatique, c'est-à-dire avec les gouvernements ou les organisations intergouvernementales, ce qui est le champ de recherche de l'IUHEI. Il doit aussi se comprendre à travers les acteurs de la société civile, les personnes qui travaillent sur le terrain, les ONG. Et cela est davantage notre domaine. Autre exemple: nous devons former des étudiants non seulement à la résolution des conflits, mais aussi à l'analyse des causes profondes des conflits ou des migrations. Il nous faut donc nous accorder sur le fait que nous abordons les mêmes problèmes (sécurité, inégalités, etc.), mais en passant par des portes d'entrée différentes. En d'autres termes, nous ne devons pas opposer nos différences, mais valoriser notre complémentarité.

**Arrivez-vous à parler le même langage?**

► Oui, souvent. Nous n'avons pas vraiment le choix. Les délais sont très courts, puisque nous devons présenter un projet de structure commune d'ici au 5 juillet.

**Est-ce que ce rapprochement prendra la forme d'une fusion?**

► Ce terme ainsi que celui de dissolution ont été utilisés dans les médias. Nous sommes en pleine discussion sur ce rapprochement, mais le fait de préférer un modèle plutôt que l'autre, ou de faire table rase des deux institutions pour en construire une troisième entièrement nouvelle, n'est pas à mes yeux la meilleure option. Une possibilité serait de créer un conseil fort qui chapeauterait les deux instituts à l'image des Ecoles polytechniques fédérales. Cette direction commune serait porteuse d'une vision globale et généreuse et dépasserait les querelles de clocher tout en favorisant les collaborations qui existent d'ailleurs déjà et qui seront développées quel que soit le résultat des négociations actuelles. Nous allons notamment offrir en octobre 2005 une maîtrise universitaire en études du développement dans laquelle est prévu un semestre de mobilité que les étudiants pourront, par exemple, passer au sein de l'IUHEI.

Propos recueillis par Anton Vos